UNHCR
L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés

UNITE
UNION NEXUS INCLUSION

Cofinancé par l'Union européenne

Aperçu de la situation socioéconomique des réfugiés et demandeurs d'asile au Bénin – Juillet 2025

Abris de réfugiés, arrondissement de Tchoumi-Tchoumi, Natitingou, Bénin, décembre 2024 © UNHCR

Note importante - Avertissement sur les données :
Les données utilisées dans cette analyse proviennent de la base ProGres, alimentée par les exercices d'enregistrement des réfugiés et demandeurs d'asile. Ces données sont soumises aux limites habituelles de tout processus de collecte : erreurs de déclaration, données manquantes ou mises à jour partielles etc. Les résultats présentés doivent donc être interprétés comme des estimations indicatives, reflétant les grandes tendances, mais non comme des statistiques exhaustives.

1. Introduction

Au 17 juillet 2025, **la population de réfugiés et demandeurs d'asile (D.A) couverte par cette analyse s'élève à 23 545 personnes**, dont 55% de femmes (12 836) et 45 % d'hommes (10 709). La population présente une dépendance économique et démographique relativement importante, une scolarisation encore partielle chez les enfants, et une insertion professionnelle dominée par l'agriculture et les services informels. Ces éléments soulignent l'urgence d'interventions structurelles reposant sur la volonté d'inclusion des réfugiés et D.A.

2. Démographie

La population en âge de travailler, définie comme les personnes âgées de 18 à 59 ans, constitue 57 % du total, soit 13 444 individus, dont 57 % de femmes. Cette catégorie d'âge supporte une population dite dépendante estimée à 10 101 personnes, soit 43 % de l'ensemble, principalement composée d'enfants de moins de 18 ans ainsi que de personnes âgées de 60 ans et plus. **La structure démographique est marquée par une forte présence de mineurs, les moins de 18 ans représentant 39 % de la population**, contre seulement 4 % pour les personnes âgées. Cette composition génère un taux de dépendance démographique avoisinant les 75 %, chaque adulte devant subvenir aux besoins d'un enfant ou d'un senior. Cette situation peut se révéler problématique d'autant plus que les moyens d'existence sont souvent limités et que l'accès aux services sociaux reste difficile.

La population réfugiée et demandeuse d'asile est majoritairement originaire de trois pays : le Burkina Faso (58 %), le Togo (20 %) et le Niger (8,5 %). Elle est particulièrement concentrée dans les départements ruraux et frontaliers de l'Atacora et de l'Alibori, qui accueillent plus de 85 % de la population réfugiée et D.A. L'Atacora, deuxième département le plus pauvre du pays[1], accueille à lui seul plus de 55 % de cette population, avec une structure particulièrement déséquilibrée en faveur des enfants. L'Alibori, qui héberge 31 % des réfugiés et D.A, présente également un niveau de pauvreté supérieur à la moyenne nationale (44,7 % en 2022), et des profils marqués par une faible instruction et une relative dépendance.

À l'inverse, le département du Littoral, qui accueille environ 10 % des réfugiés et demandeurs d'asile, se distingue par une structure démographique légèrement plus équilibrée, portée par une proportion importante de jeunes adultes. Toutefois, malgré un taux de pauvreté relativement bas (18,3 %), les inégalités économiques y demeurent présentes en raison de la forte informalité et du coût de la vie en milieu urbain[2].

3. Education

L'éducation reste un levier clé pour améliorer la résilience de ces populations, mais les indicateurs actuels révèlent des insuffisances à combler. En effet, **moins de 43 % des enfants de 6 à 11 ans ont déjà été scolarisés, et seulement un tiers (35%) fréquentaient effectivement une école au moment de l'enregistrement**. Ces taux sont inquiétants et bien en-dessous des taux d'accès à l'école primaire dans les zones d'accueil déjà elles-mêmes les plus en retard à l'échelle nationale. En effet, les enfants installés dans les zones rurales, notamment dans l'Atacora, l'Alibori et les Collines, rencontrent des difficultés accrues liées à l'éloignement des établissements, au manque de documentation ou à la faiblesse des moyens financiers[3].

[1] INStaD, EHCVM 2022

[2] SDSN, Bénin, Rapport sur le Développement Durable, 2023

[3] Banque mondiale, Évaluation du secteur de l'éducation au Bénin (2023)

Chez les adultes, la situation n'est pas meilleure : **57 % des individus de 15 ans et plus n'ont jamais reçu d'instruction formelle et ne savent pas lire et écrire, un chiffre légèrement supérieur à la moyenne nationale d'analphabétisme (53[4] %).** Cette réalité est particulièrement accentuée dans les départements du nord. **Les femmes, qui représentent plus de 62 % des personnes non instruites, sont les premières concernées.** Ce déficit éducatif entrave leur accès à des activités génératrices de revenus diversifiées et pérennes. La mise en place de programmes d'alphabétisation, combinée à un appui spécifique à la scolarisation des filles, constitue un impératif si l'on souhaite enrayer les dynamiques de reproduction des inégalités.

4. Emploi et dépendance économique

Environ 66 % des adultes en âge de travailler exercent une activité économique, soit 8 861 personnes contre un taux national d'emploi à 75% (avec plus de 90 % de ces emplois dans l'informalité selon la Banque mondiale[5]). Ce taux d'activité élevé masque cependant une réalité complexe marquée par une dépendance économique relativement élevée au sein de la population des réfugiés et D.A : **chaque actif prend en charge plus d'une personne inactive, portant le taux de dépendance économique à 166 %.**

La majorité des actifs sont concentrés dans l'agriculture et le commerce informel. Les femmes sont fortement représentées dans les ventes (37 %) et l'agriculture (35 %), tandis que les hommes sont davantage présents dans l'artisanat, les services et les travaux techniques. Sans appui structurant, ces activités sont en général faiblement rémunérées et instables.

L'analyse géographique met en lumière des disparités importantes selon les territoires.

Dans **l'Atacora et l'Alibori, l'économie des réfugiés repose majoritairement sur l'agriculture de subsistance, la vente informelle et les petits services.** À l'inverse, **dans le Littoral, les réfugiés bénéficient d'un environnement urbain plus dynamique, favorisant une insertion partielle dans les circuits économiques.** On y observe une diversification des activités, incluant la coiffure, la restauration informelle, le transport de marchandises à moto ou les petits commerces de rue. Toutefois, cette dynamique urbaine s'accompagne d'une instabilité accrue, marquée par une concurrence importante, l'absence de régulation, et une dépendance aux réseaux communautaires informels (ibid. Banque mondiale, 2024).

Dans certaines zones rurales, l'intégration par l'emploi agricole ou artisanal semble plus facile, mais reste fragile en l'absence d'appui technique et financier. **Dans les centres urbains secondaires, les réfugiés et D.A ne peuvent prétendre qu'à intégrer des segments économiques déjà saturés, ce qui pourrait être un vecteur de tensions avec les communautés hôtes les plus vulnérables.**

5. Conclusion

La situation des réfugiés et demandeurs d'asile au Bénin à la mi-juillet 2025 met en lumière des conditions sociales et économiques difficiles, marquées par une scolarisation insuffisante des enfants, un faible niveau d'instruction chez les adultes, ainsi qu'une inclusion économique largement confinée à l'informalité. Ces défis s'inscrivent dans un contexte national lui-même marqué par une pauvreté persistante, une prédominance de l'emploi informel (près de 90 %) et des disparités régionales prononcées entre les départements du nord rural (Atacora, Alibori) et la zone littorale urbaine.

[4] En 2022, selon les données de la Banque Mondiale et de l'UNESCO

[5] Banque Mondiale, Bénin, perspectives économiques (2024)

Les femmes, qui représentent une majorité au sein de cette population déplacée de force, doivent faire l'objet d'une attention particulière. En effet elles sont non seulement exposées à des barrières socioéconomiques liées au genre, mais également aux contraintes systémiques propres aux milieux d'accueil : accès limité au crédit, absence de filet de protection sociale, et faible autonomisation productive.

Pour autant, la participation, même limitée et précaire, des réfugiés et demandeurs d'asile à la vie économique est réelle. Elle témoigne d'une volonté d'agir, de travailler et de contribuer à la vie des territoires d'accueil, en particulier dans le secteur agricole au nord du pays et les services informels dans les zones urbaines. Ce dynamisme constitue un socle sur lequel construire des réponses durables.

Des leviers existent donc. Les activités agricoles dans le nord peuvent devenir des vecteurs de résilience si elles sont adossées à des mécanismes d'appui à la production et à l'organisation. De même, les opportunités économiques urbaines, bien que précaires, peuvent être renforcées par des actions ciblées de formation professionnelle, de digitalisation des activités informelles et de facilitation de l'accès aux services financiers. Une meilleure articulation entre les besoins des réfugiés et les dynamiques économiques locales permettrait aussi de renforcer la cohésion avec les communautés hôtes.

Dans ce contexte, il est nécessaire de concevoir une stratégie cohérente qui renforce l'accès à l'éducation, développe les compétences professionnelles et appuie l'initiative individuelle. Une telle approche ne peut réussir sans une collaboration étroite entre les autorités nationales, les collectivités locales et les partenaires de développement. C'est en valorisant les efforts des personnes déplacées de force et en tenant compte des réalités locales que l'on pourra favoriser un mieux-être partagé et une prospérité inclusive.

UNHCR
L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés

UNITE
UNION NEXUS INCLUSION

Cofinancé par l'Union européenne

Tableau de bord synthétique de la situation des réfugiés et demandeurs d'asile au Bénin à la mi-Juillet 2025

Taux de dépendance démographique

75%

Pour **100 personnes en âge de travailler** (18-59 ans), il y a en moyenne **environ 75 personnes dépendantes** (enfants de 0 à 17 ans et seniors de 60 ans et plus) à leur charge.

Taux de dépendance économique

166%

Chaque travailleur supporte **financièrement** en moyenne la charge de **1,66 personnes inactives**.

Proportion de la population en âge de travailler (18-59ans) exerçant une activité économique

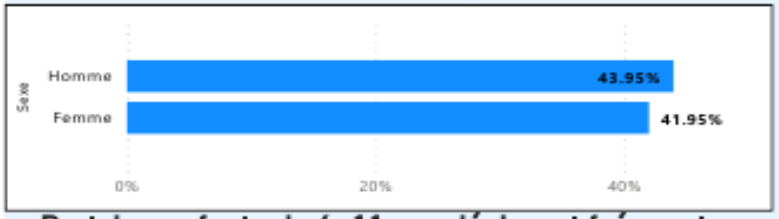
66%

Proportion des jeunes et adultes (15 ans et plus) sans éducation formelle

57%

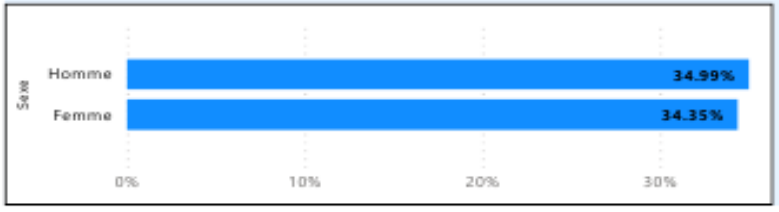
Part des enfants en âge d'instruction primaire (06-11ans) ayant déjà été scolarisés au moins une fois

42.92%

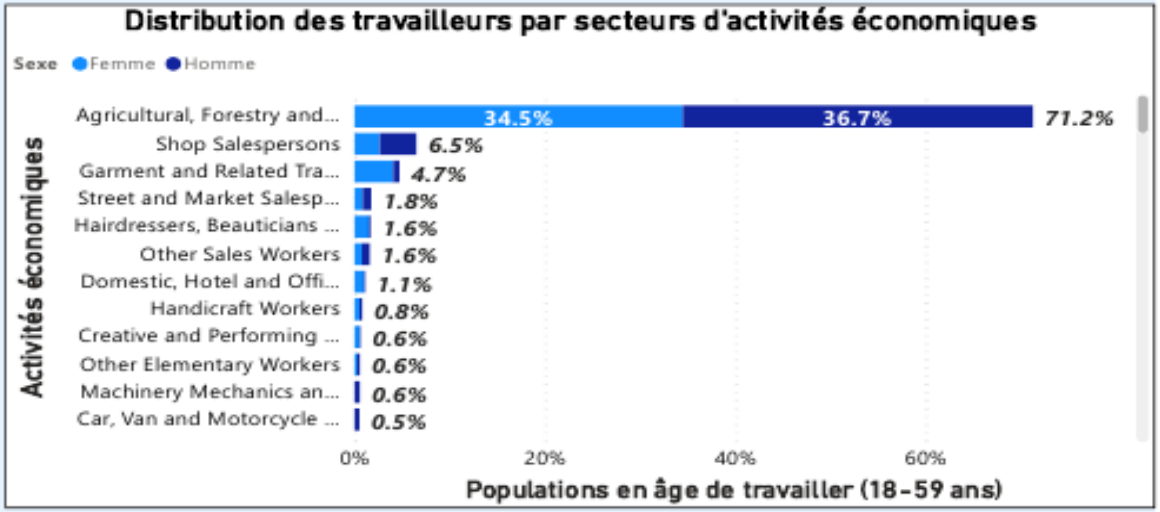


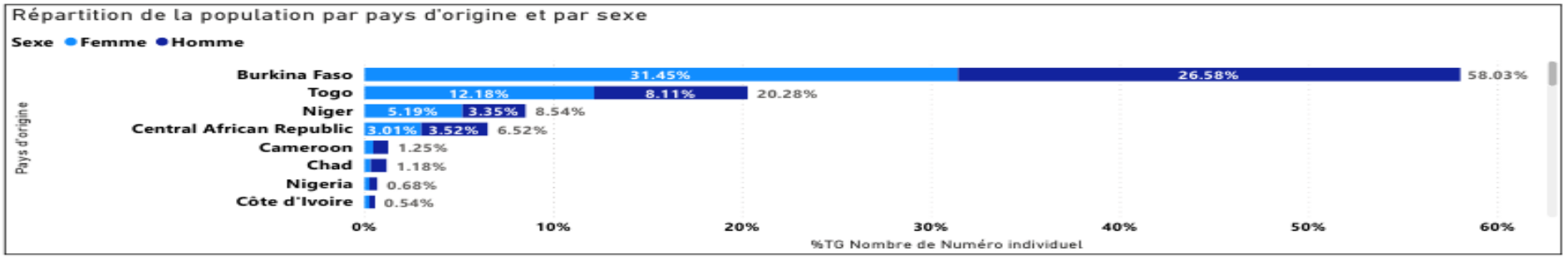
Part des enfants de 6-11 ans déclarant fréquenter l'école au moment de l'enregistrement

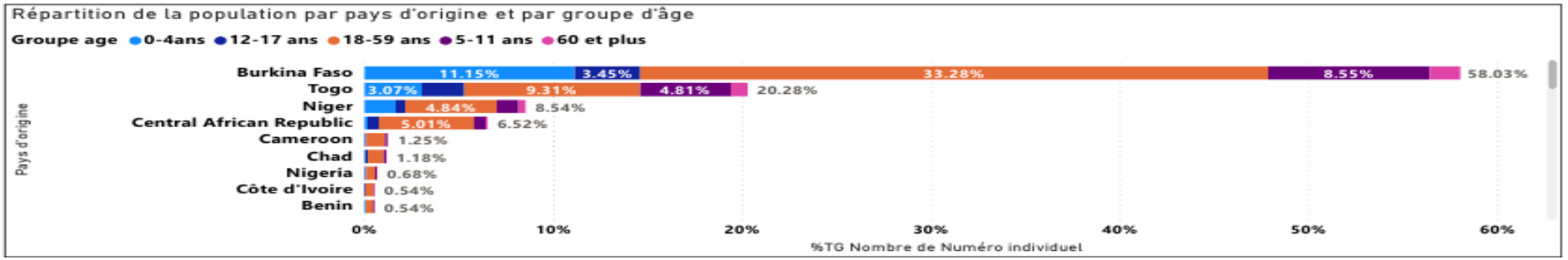
34.66%

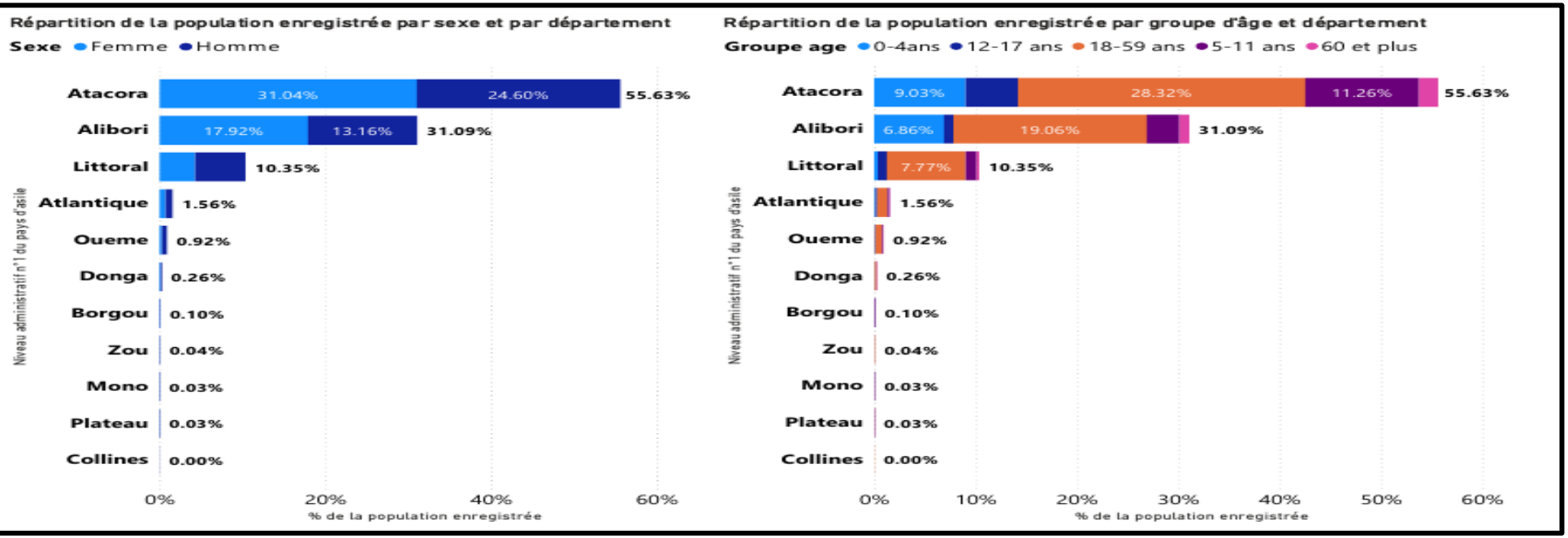


Distribution des travailleurs par secteurs d'activités économiques




Répartition de la population par pays d'origine et par sexe
Sexe Femme Homme
Pays d'origine
Burkina Faso 31.45% 26.58% 58.03%
Togo 12.18% 8.11% 20.28%
Niger 5.19% 3.35% 8.54%
Central African Republic 3.01% 3.52% 6.52%
Cameroon 1.25%
Chad 1.18%
Nigeria 0.68%
Côte d'Ivoire 0.54%
0% 10% 20% 30% 40% 50% 60%
%TG Nombre de Numéro individuel


Répartition de la population par pays d'origine et par groupe d'âge
Groupe age 0-4ans 12-17 ans 18-59 ans 5-11 ans 60 et plus
Pays d'origine
Burkina Faso 11.15% 3.45% 33.28% 8.55% 58.03%
Togo 3.07% 9.31% 4.81% 20.28%
Niger 4.84% 8.54%
Central African Republic 5.01% 6.52%
Cameroon 1.25%
Chad 1.18%
Nigeria 0.68%
Côte d'Ivoire 0.54%
Benin 0.54%
0% 10% 20% 30% 40% 50% 60%
%TG Nombre de Numéro individuel


Répartition de la population enregistrée par sexe et par département
Sexe Femme Homme
Niveau administratif n°1 du pays d'asile
Atacora 31.04% 24.60% 55.63%
Alibori 17.92% 13.16% 31.09%
Littoral 10.35%
Atlantique 1.56%
Oueme 0.92%
Donga 0.26%
Borgou 0.10%
Zou 0.04%
Mono 0.03%
Plateau 0.03%
Collines 0.00%
0% 20% 40% 60%
% de la population enregistrée
Répartition de la population enregistrée par groupe d'âge et département
Groupe age 0-4ans 12-17 ans 18-59 ans 5-11 ans 60 et plus
Niveau administratif n°1 du pays d'asile
Atacora 9.03% 28.32% 11.26% 55.63%
Alibori 6.86% 19.06% 31.09%
Littoral 7.77% 10.35%
Atlantique 1.56%
Oueme 0.92%
Donga 0.26%
Borgou 0.10%
Zou 0.04%
Mono 0.03%
Plateau 0.03%
Collines 0.00%
0% 10% 20% 30% 40% 50% 60%
% de la population enregistrée

Cofinancé par l'Union européenne

Cette publication a été cofinancée par l'Union européenne. Les opinions exprimées dans ce document sont celles de ses auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles des Nations Unies, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), ni celles de l'Union européenne.

Mission de la Banque mondiale et du HCR dans le Nord du Bénin, Décembre 2024 © UNHCR

NOUS CONTACTER

Bureau multi-pays pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Ghana et le Togo

Louis Falcy
Administrateur Principal – Développement
Courriel : falcy@unhcr.org

Katana Coulibaly
Economiste
Courriel : coulibalyk@unhcr.org